

Pussy Riot, Femen: de nouve

Les Femen en Ukraine et les Pussy Riot en Russie sont les symboles d'une « nouvelle vague féministe » qui lutte pour le respect des droits des femmes et des droits de l'Homme en général, au nom de la liberté et de la démocratie. Avec des expressions radicalement nouvelles.

Virginie GORSON-TANGUY, spécialiste droits de l'Homme en Russie et Europe de l'Est

Les années 2010 ont vu naître, dans l'espace post-soviétique, de nouvelles formes de contestation du pouvoir et de ses abus, avec à leur tête de jeunes urbains utilisant, parfois à l'extrême, l'humour et la provocation, pour répandre leurs idées à l'aide des nouveaux moyens de communication. Des militantes des droits des femmes ont trouvé une place au sein de ce mouvement social qui renouvelle les discours et les méthodes d'action, mais qui subit de plein fouet la répression du pouvoir quand il devient trop gênant. Les Femen et les Pussy Riot sont indéniablement le nouveau fer de lance du féminisme qui, depuis une dizaine d'années, s'était essouffé dans l'espace postsoviétique.

Provocation et médiatisation: les armes

L'élan porté par de nombreuses femmes dans les années 1990 s'était en effet largement émoussé face à des structures de pouvoir ne leur laissant guère de place malgré les promesses, mais aussi face à une nouvelle génération qui ne semblait pas sensible à leurs idées et méthodes. Si les Femen et les Pussy Riot reprennent dans les grandes lignes les revendications de leurs aînées sur l'égalité économique, politique et sociale entre les hommes et les femmes, elles modifient radicalement la façon de les exprimer.

Pour se faire entendre en effet,

« Pour ces militantes, l'enjeu est double: renouveler le discours féministe en affirmant le rôle des femmes dans les mouvements sociaux et politiques, mais aussi être un des vecteurs de l'opposition aux dérives autoritaires et liberticides. »

les nouvelles féministes n'organisent ni conférences ni grandes marches mais des actions courtes, visuellement marquantes et politiquement incorrectes. Alors que le féminisme a beaucoup lutté contre la réduction du corps de la femme à un objet, les Femen utilisent volontairement leur corps comme instrument politique: depuis 2010, à chacune de leurs actions, leurs seins nus sont couverts de slogans, plus ou moins radicaux ou provocants (« Les policiers sont des violeurs... »). Ce mode d'action a été adopté deux ans après la création du collectif, car jugé très efficace en termes de communication: l'effet de surprise laisse le temps aux activistes de s'assurer que leur message passe, et leur nudité les protège paradoxalement, dans un premier temps, des violences. Les Pussy Riot ont quant à elles, à de nombreuses reprises, décrit leurs activités comme « de la politique sous forme d'art », à l'instar du groupe d'artistes-activistes Voïna (« guerre », en russe), qui s'est rendu notamment célèbre en dessinant un phallus géant sur un pont relevé, en face du ministère de l'Intérieur: leurs chansons punks sont mises en scène dans des lieux emblématiques, avec cagoules et vêtements colorés comme signe distinctif. La provocation par l'image est une nécessité pour faire exister des idées peu ou pas représentées dans un système politique verrouillé, pour « mettre le doigt sur les plaies

du système », comme l'a expliqué Nadejda Tolokonnikova, une des Pussy Riot, au cours de leur procès à Moscou en 2012.

Des revendications sociales et politiques

Pour ces militantes, l'enjeu est double: renouveler le discours féministe en affirmant le rôle des femmes dans les mouvements sociaux et politiques, mais aussi être un des vecteurs de l'opposition aux dérives autoritaires et liberticides. Les messages portés par les Pussy Riot et les Femen reprennent les discours féministes autour de l'égalité entre les hommes et les femmes, le droit des femmes à disposer de leur corps et notamment le droit à l'avortement, la lutte contre la prostitution... Mais les deux collectifs, composés exclusivement de femmes, ont rapidement affirmé des positions sociales et politiques dépassant le cadre des revendications féministes stricto sensu. Les Femen défendent ainsi la liberté d'expression et les droits des gays et lesbiennes, dénoncent les violations des droits de l'Homme et la corruption de la classe politique ou s'insurgent contre les liens parfois incestueux entre l'Etat et l'Eglise. Les Pussy Riot sont devenues des symboles de l'opposition au gouvernement de Poutine et de la défense des droits de l'Homme en Russie.

La première action des Femen, en 2008, dénonçait ainsi la pros-

Les féministes venues de l'Est



© CYRILLE161, LICENCE CC

titution des femmes ukrainiennes dans les réseaux en Europe occidentale. Assez rapidement, le collectif ukrainien a développé une dimension internationale dans ses actions, en soutenant par exemple le combat des Iraniennes interdites de conduite automobile, en protestant contre la répression des journalistes en Géorgie ou en menant des manifestations hors des frontières ukrainiennes en Russie, en Biélorussie ou en France. En août 2012, Inna Chevchenko, réfugiée en France, a ouvert un «*centre international d'entraînement féministe*», dans le quartier de la Goutte d'Or, à Paris. Leurs actions se sont alors multipliées, dans différents pays⁽¹⁾, poussant la provocation jusqu'à l'extrême (mime d'un avortement sanglant sur l'autel de la Madeleine à Paris ou d'une «*fellation*» à Poutine, en

Les Femen à la sortie du tribunal de Paris, le 13 septembre 2013, suite à leur action menée dans la cathédrale Notre-Dame de Paris pour dénoncer «l'homophobie» de l'Eglise catholique.

(1) France, Turquie, Espagne, Grande-Bretagne, Allemagne, Canada...

marge du G7). Les Femen utilisent un vocabulaire guerrier, s'assimilant à des «*soldates*», formées dans des camps d'entraînement en France et en Espagne, pour construire, selon I. Chevchenko, une «*armée de femmes nues*».

Un objectif : contourner la censure

Les Femen ont continué à défendre des idées féministes (par exemple la défense du droit à l'avortement en Espagne), mais se sont aussi illustrées par des revendications contre l'extrémisme religieux, voire des revendications antireligieuses, ou contre la montée des extrêmes droites, au nom d'un «*sextrémisme*» parfois trop caricatural et frontal pour certains. «*Il y a quelque chose qu'on placera toujours au dessus des cultures, des traditions, des croyances : ça*

s'appelle les droits de l'Homme et les droits des femmes en particulier», proclame un des articles de leur site Internet. Soutenant, en France, le projet de loi légalisant le mariage entre personnes du même sexe, elles sont allées manifester leur indignation lors des «*manifs pour tous*» réunissant les opposants à la loi. Le 12 février 2013, jour du vote du projet de loi pour le mariage homosexuel à l'Assemblée nationale, deux militantes se sont rendues à la cathédrale Notre-Dame pour dénoncer «*l'homophobie*» de l'Eglise catholique, avec des slogans tels que «*Pope no more*» ou «*Dégage Benoît*» (référence au pape Benoît XVI). Les Femen se sont aussi fortement exprimées contre la politique de Vladimir Poutine, qu'elles estiment responsable de la guerre actuelle en Ukraine.

En bouleversant les codes de la protestation, les normes sociales relatives aux femmes, de manière amusante ou particulièrement choquante, les jeunes femmes cherchent à attirer l'attention et à faire circuler le plus massivement possible leur message. Internet est leur principal outil de communication : sites dédiés, pages ou groupes sur les réseaux sociaux, vidéos et images sur les plateformes prévues à cet effet... Contournant la censure ou l'auto-censure des médias classiques de leur pays, elles parviennent à toucher une foule d'indécis, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières. Il est néanmoins difficile d'affirmer que ces nouveaux collectifs féministes recueillent un soutien général au sein de leur pays : 43 % des Russes ont estimé insuffisante, en 2012, la condamnation à deux ans de prison des trois membres des Pussy Riot⁽²⁾. Les médias officiels nationaux sont particulièrement virulents à leur encontre, et ont mené de vastes campagnes de dénigrement. Accusées d'immoralité, de non-respect des valeurs traditionnelles ou encore de travailler pour et avec le soutien de l'étranger, elles n'ont eu que peu de moyens de se défendre dans leur propre pays, alors que les médias occidentaux se sont fait l'écho de leurs messages.

S'exprimer, coûte que coûte

Si leur mode d'action a pu les protéger, les activistes des Femen ont subi de nombreuses pressions et menaces de la part des pouvoirs qu'elles contestent. En Ukraine, souvent détenues à l'issue de leurs manifestations, elles ont été accusées de multiples reprises de « hooliganisme » et condamnées à payer des amendes. Surveillées et suivies, certaines d'entre elles ont été obligées de déménager à plusieurs reprises pour échapper aux visites répétées d'agents en civil. En décembre 2011, à l'issue d'une

En bouleversant les codes de la protestation, de manière amusante ou particulièrement choquante, ces jeunes femmes cherchent à attirer l'attention et à faire circuler le plus massivement possible leur message. Internet est leur principal outil de communication.

action contre le président biélorusse Alexandre Loukachenko, à Minsk, trois activistes ont été arrêtées. Insultées et menacées de mort, elles ont finalement été abandonnées nues dans une forêt à la frontière ukrainienne. Suite à une action en Turquie en mars 2014, deux militantes qui ont voulu dénoncer le blocage, par le président Erdogan, des comptes Twitter et YouTube, en manifestant seins nus dans un bureau de vote, risquent de un à trois ans de prison. En France, les Femen sont visées par deux procès, l'un pour dégradation d'une des cloches de Notre-Dame, et l'autre pour destruction de la statue du président russe Vladimir Poutine, au musée Grévin. Ces poursuites judiciaires ne semblent pas porter atteinte à leur volonté d'agir et de s'exprimer, coûte que coûte.

Deux collectifs féministes, deux trajectoires

En organisant leur prière punk appelant « la sainte Vierge à chasser Poutine », dans la cathédrale du Christ Saint-Sauveur à Moscou, le 21 février 2012, les Pussy Riot ne s'attendaient sans doute pas à ce qui allait suivre. Pour Ekaterina Samoutsevitch, Nadejda Tolokonnikova et Maria Alekhina, ce n'était qu'un « chant de trente secondes », une « petite action drôle et dérangeante » qui avait vocation à dénoncer les collusions entre l'Eglise et le régime en place⁽³⁾. Le 17 août dernier, les trois femmes ont pourtant été condamnées à deux ans de prison ferme pour « vandalisme aggravé, incitation à la haine religieuse et sabotage des valeurs et du fondement spirituel du pays », après un procès inique et qui a mis en lumière les graves dysfonctionnements du système judiciaire russe, utilisé par le pouvoir comme arme politique contre ses opposants. Alors que l'action revendicative des jeunes femmes était de nature politique, l'accusation a uniquement porté sur son caractère prétendument

« blasphématoire » et « insulte » qui aurait été faite à la foi des orthodoxes russes. E. Samoutsevitch a finalement été libérée en appel le 10 octobre 2012, mais ses deux camarades ont été envoyées dans deux camps différents, à Perm et en Mordavie, malgré les nombreux appels internationaux à leur libération immédiate. Suite à une forte mobilisation internationale, N. Tolokonnikova et M. Alekhina ont été amnistiées le 19 décembre 2013. Les militantes ont payé très cher d'avoir, durant quelques secondes, défié le pouvoir russe, dont elles sont devenues le bouc-émissaire médiatique dans un contexte de répression systématique de l'opposition, après le mouvement de contestation des élections très controversées de 2012.

Durant sa détention, N. Tolokonnikova a dénoncé les conditions d'emprisonnement par une lettre publique⁽⁴⁾ et une grève de la faim. A leur sortie, les deux jeunes femmes se sont engagées pour continuer à se battre pour les droits des détenus en Russie, et notamment des femmes, en créant l'organisation Zona Prava (« Zone de justice », en russe). Leur engagement féministe s'est mué en militantisme d'opposition au pouvoir russe. En février 2014, les deux jeunes femmes ainsi que six autres membres du groupe ont été interpellés lors d'actions revendicatives contre Vladimir Poutine, à Sotchi, où se déroulaient les Jeux olympiques d'hiver, dans un climat très tendu. Les Pussy Riot continuent leurs actions, mais de manière plus anonyme selon E. Samoutsevitch, qui est devenue membre d'une fondation d'« art et de féminisme » une « plateforme pour aider les artistes et les femmes ». « Nous pensons pouvoir faire bouger les choses et c'est bien pour cela que la pression contre nous a été si forte »⁽⁵⁾, a-t-elle déclaré récemment. Malgré les pressions, le combat continue. ●

(2) Sondage réalisé par le centre indépendant Levada, au mois d'octobre.

(3) En particulier le soutien du patriarche Cyrille au président Vladimir Poutine et à son parti Russie unie.

(4) Lettre décrivant sa vie de détenue et les brimades quotidiennes : www.lejournalinternational.fr/Russie-Nadezhda-Tolokonnikova-denonce-les-conditions-de-vie-au-Goulag_a1283.html.

(5) www.lalibre.be/culture/politique/une-pussy-riot-a-bruxelles-pour-parler-art-et-feminisme-539ff483570c0e7433a7ded..